

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XV LEGISLATURA —

Doc. **XII-bis**
n. 4

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 779 (*)

Sulla sicurezza e la stabilità nella regione mediterranea

Annunziata il 19 settembre 2006

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 779 (*)

Sulla sicurezza e la stabilità nella regione mediterranea

Annunziata il 19 settembre 2006

L'ASSEMBLÉE,

(i) Considérant que la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne sont une priorité stratégique pour l'Union européenne;

(ii) Consciente de ce que, en plus de dix ans d'existence, le processus de Barcelone n'a pas été à même de réaliser une avancée significative vers l'instauration d'un espace commun de paix et de prospérité appelé de leurs vœux par ses nombreux partisans en 1995;

(*) Adoptée par l'Assemblée le 20 juin 2006, au cours de sa troisième séance plénière, sur la base du projet de recommandation amendé.

(iii) Reconnaissant que les objectifs définis au début du processus ont sans doute été trop ambitieux, compte tenu des énormes différences politiques, sociales, économiques et culturelles entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée;

(iv) Convaincue qu'en matière de coopération pour la sécurité avec les partenaires du sud de la Méditerranée, une politique de petits pas progressifs peut obtenir de meilleurs résultats que des grands projets excessivement ambitieux;

(v) Reconnaissant que la situation sécuritaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a été gravement affectée par plusieurs développements négatifs, en particulier par l'émergence d'un terrorisme

international très violent, manifestement lié à l'islamisme radical et fondamentaliste;

(vi) Consciente de ce que les gouvernements des pays du sud de la Méditerranée ont promptement tiré parti des attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis pour légitimer leur combat contre les défis politiques que posent les partis politiques islamistes en l'assimilant à la lutte lancée par les Etats-Unis contre le terrorisme international Islamiste radical;

(vii) Notant que la répression a acquis une nouvelle légitimité en permettant aux structures étatiques traditionnellement autoritaires de se renforcer et en ralentissant la transition vers un certain pluralisme politique préconisé par l'UE;

(viii) Notant que dans de nombreux cas, l'UE et ses Etats membres ont soutenu la stabilité et le statu quo politique au détriment du développement du pluralisme politique qui, en période de transition, peut facilement mener au déséquilibre politique et à l'instabilité;

(ix) Notant qu'à la suite de l'échec des efforts de l'UE en vue de rédiger une Charte euroméditerranéenne pour la paix et la stabilité, l'ordre du jour de la sécurité euroméditerranéenne se concentre sur des questions plus concrètes, notamment la prévention des conflits et la gestion de crise, le dialogue au titre de la PESD, la lutte contre la drogue, le crime organisé et le terrorisme et la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures;

(x) Regrettant que la coopération sécuritaire dans un certain nombre des secteurs mentionnés ait débouché sur un déclin de la responsabilité et du respect des droits de l'homme de la part des forces de sécurité dans les pays du sud de la Méditerranée;

(xi) Se félicitant du renforcement de la coopération entre services chargés du maintien de l'ordre public à travers la Méditerranée, mais convaincue que dans le cadre d'une telle coopération, l'UE devrait aussi se pencher sur les problèmes graves de gouvernance qui minent la plupart des forces de sécurité intérieure, sinon toutes, dans les pays du sud de la Méditerranée;

(xii) Reconnaissant que le Processus 5 + 5 montre bien qu'un ordre du jour de la sécurité moins ambitieux, fondé sur un accord commun et centré sur une coopération pratique, a davantage de chances de récolter des résultats satisfaisants et, à long terme, de relancer le chapitre politique et sécuritaire du processus de Barcelone;

(xiii) Considérant que l'UE et les différentes instances interparlementaires mises en place aux fins du dialogue méditerranéen doivent souligner la nécessité d'un contrôle parlementaire du secteur de la défense et de la sécurité, en mettant notamment l'accent sur les domaines du contrôle budgétaire, de la réforme de la défense, du fonctionnement démocratique de la police et de la gestion des ressources de défense;

(xiv) Consciente des activités poursuivies par l'OTAN au titre du dialogue méditerranéen, qui visent à contribuer à la sécurité et à la stabilité régionales, à parvenir à une meilleure compréhension et à une confiance mutuelle et à renforcer et compléter d'autres initiatives internationales dans la région;

(xv) Considérant que l'UE et l'OTAN partagent en gros les mêmes préoccupations en matière de sécurité dans la région et développent et conduisent des activités similaires dans un certain nombre de domaines;

(xvi) Notant qu'il semblerait judicieux que l'UE et l'OTAN fassent des efforts sincères et soutenus pour coordonner,

voire conjuguer leurs activités afin de prévenir la redondance qui, non seulement est inefficace, mais crée la confusion dans les pays du sud de la Méditerranée où les mêmes partenaires doivent intervenir dans différents programmes concernant les mêmes domaines;

(xvii) Reconnaissant que le ralentissement de la croissance économique au sein de l'UE, en parallèle à l'absence d'intégration sociale et culturelle de certains groupes d'immigrants des pays du sud de la Méditerranée, a conduit à une réévaluation de la législation sur l'immigration et les questions connexes;

(xviii) Saluant les efforts des Etats membres de l'UE pour coordonner de plus en plus leurs politiques en matière d'admission des migrants, de résidence, d'accès au marché de l'emploi et d'immigration clandestine et de coopération avec les pays d'origine;

(xix) Soulignant toutefois qu'une approche de l'UE fondée exclusivement sur des considérations de sécurité ignore la réalité des enjeux contemporains de la migration et que le fait de compter sur les pays du Sud adhérant au partenariat euroméditerranéen pour faire efficacement obstacle aux flux migratoires pourrait conduire à l'apparition de graves violations des droits de l'homme et renforcer l'image négative des migrants tant dans les pays du Nord que du Sud;

(xx) Considérant que dans la mesure où les problèmes liés à l'immigration en provenance des partenaires du Sud de la Méditerranée ont de fortes connotations culturelles, il est urgent d'intensifier les efforts vers la mise en oeuvre des objectifs de la troisième corbeille du processus de Barcelone qui envisage la création de liens plus étroits entre les peuples dans la région par le biais d'un partenariat social, culturel et humain, tout en étant conscient de ce que des résultats probants ne seront obtenus que si les gouvernements du sud de la Méditerranée sont disposés à relâ-

cher leur emprise sur l'économie et la société civile dans leurs pays respectifs;

(xxi) Considérant que les différents objectifs du processus de Barcelone, tels que formulés dans ses trois chapitres, sont complémentaires, et que seule leur mise en oeuvre simultanée permettra à moyen et long terme de parvenir à la stabilité structurelle dans la région;

(xxii) Considérant que si l'UE souhaite progresser vers un dialogue sécuritaire exhaustif avec ses partenaires méditerranéens, elle doit prendre au sérieux leurs attentes et en faire davantage pour résoudre les conflits existants - en particulier en Irak, au Sahara occidental, entre Israël et les Palestiniens et à Chypre - qui nuisent gravement à son projet d'instaurer une zone de paix, de sécurité et de prospérité en Méditerranée;

(xxiii) Se félicitant de l'initiative européenne prise au sein du Quartet en vue de mettre en place une structure financière temporaire permettant à l'aide de parvenir aux Palestiniens sans transiter par l'Autorité palestinienne;

(xxiv) Insistant toutefois sur le fait qu'une solution durable aux problèmes financiers des Palestiniens s'impose si les pays donateurs, y compris l'UE et ses Etats membres, veulent empêcher les territoires palestiniens de plonger dans une dépression économique sévère susceptible de radicaliser davantage la population;

(xxv) Considérant qu'isoler le gouvernement du Hamas pourrait pousser ce mouvement dans les bras de l'Iran et de la Syrie et envenimerait encore plus les relations israélo-palestiniennes;

(xxvi) Considérant que l'UE et les autres membres du Quartet doivent être prêts à reconnaître que les dirigeants

palestiniens ne parviennent pas à mettre fin aux activités terroristes et à assurer une sécurité effective et qu'Israël doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour sortir de l'impasse actuelle et améliorer la situation politique et les conditions économiques dans les territoires palestiniens, occupés par Israël depuis près de 40 ans;

(xxvii) Considérant qu'un règlement juste et viable doit encore être trouvé sur la question de Chypre, d'autant plus que l'absence de progrès dans la quête d'une solution alimente un climat d'incertitude qui sape la stabilité dans la région politiquement explosive de la Méditerranée orientale;

(xxviii) Notant qu'un tel règlement doit s'inscrire dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général des Nations unies et être basé sur les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies et sur les principes fondateurs de l'UE;

(xxix) Rappelant que la mise en œuvre du Plan de paix des Nations unies pour le Sahara occidental, qui date de trois ans, est totalement enlisée;

(xxx) Considérant que l'UE a tout intérêt à promouvoir une solution à ce conflit car celle-ci est d'une importance cruciale pour permettre une réelle amélioration des relations entre les Etats de la région, une meilleure intégration des pays du Maghreb et faciliter le développement ultérieur de leurs liens avec l'UE;

(xxxi) Considérant que les relations entre tous les pays de la région doivent être régies par les conventions et traités internationaux existants, qu'il convient d'observer en toutes circonstances, en se fondant sur le respect mutuel, le respect du droit international et du principe du règlement pacifique des conflits, de façon à favoriser des rapports de bon voisinage,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER L'UNION EUROPÉENNE

I. En ce qui concerne la coopération en matière de sécurité avec les partenaires méditerranéens.

1. A se concentrer pour l'instant sur une politique de petits pas progressifs et de coopération sécuritaire pragmatique qui peut apporter de meilleurs résultats, comme semble l'indiquer le Processus 5+5;

2. A plaider pour un contrôle parlementaire du secteur de la défense et de la sécurité dans les pays partenaires du Sud de la Méditerranée en mettant en particulier l'accent sur la maîtrise des budgets, la réforme de la défense, le fonctionnement démocratique de la police et la gestion des ressources de défense;

3. A faire des efforts sincères et soutenus pour coordonner, voire conjuguer avec les pays partenaires méditerranéens dans le secteur de la défense et de la sécurité ses activités de coopération avec celles de l'OTAN dans le même domaine afin de prévenir la redondance qui, non seulement est inefficace, mais crée la confusion dans les pays du sud de la Méditerranée;

II. En ce qui concerne le conflit dans la région méditerranéenne.

1. A rechercher une solution structurelle durable pour transférer l'aide aux Palestiniens en tenant compte du fait qu'il n'est pas possible d'ignorer un des rares gouvernements arabes élus démocratiquement dans la région, et à poursuivre ses efforts pour convaincre ce gouvernement qu'il doit adhérer aux principes de non-violence et de reconnaissance de l'Etat d'Israël et accepter les accords et engagements antérieurs;

2. A persuader le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne qu'un règlement négocié constitue la meilleure solution au conflit et pourrait ouvrir la voie à une paix durable entre deux Etats: Israël et un futur Etat palestinien;

3. A rechercher activement un règlement juste et viable à la question de Chypre afin de faire cesser le climat actuel

d'incertitude qui contribue à saper la stabilité dans une région déjà explosive;

4. A promouvoir, afin de mettre un terme à l'immobilisme dans l'application du Plan de paix des Nations unies, une solution au conflit du Sahara occidental qui est cruciale pour le développement ultérieur et l'intégration de la région, et pour ses relations avec l'UE.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 779 (*)

Sulla sicurezza e la stabilità nella regione mediterranea

L'ASSEMBLEA,

(i) Considerando che la sicurezza e la stabilità nella regione mediterranea rappresentano una priorità strategica per l'Unione Europea;

(ii) Consapevole che, in oltre dieci anni, il Processo di Barcellona non è stato in grado di realizzare progressi significativi per la creazione di uno spazio comune di pace e di prosperità auspicato dai suoi numerosi sostenitori sin dal 1995;

(iii) Riconoscendo che gli obiettivi definiti nel processo siano stati senza dubbio eccessivamente ambiziosi, considerate le grandi differenze politiche, sociali, economiche e culturali tra la sponda nord e quella sud del Mediterraneo;

(iv) Convinta che in materia di cooperazione con i partner del sud del Mediterraneo, una politica basata su piccoli passi progressivi possa produrre migliori risultati di grandi progetti ambiziosi;

(v) Riconoscendo che sia in Medio-Oriente sia in Africa del nord il settore della sicurezza è stato gravemente colpito

da numerosi sviluppi negativi, creati in particolare dall'emergenza di un terrorismo internazionale molto violento, manifestamente legato all'islamismo radicale e fondamentalista;

(vi) Consapevole che i governi dei paesi del sud del Mediterraneo abbiano prontamente utilizzato gli attacchi terroristici dell'11 settembre 2001 contro gli Stati Uniti per legittimare la loro lotta contro le sfide politiche che pongono i partiti politici islamici assimilandola alla lotta lanciata dagli Stati Uniti contro il terrorismo internazionale islamico radicale;

(vii) Notando che la repressione ha acquisito una nuova legittimità permettendo alle strutture statali tradizionali autoritarie di rafforzarsi e rallentare il passaggio verso un certo pluralismo politico raccomandato dall'UE;

(viii) Notando che, in molteplici casi, l'UE ed i suoi Stati membri abbiano sostenuto la stabilità e lo status quo politico a discapito dello sviluppo del pluralismo politico che, in un periodo di transizione, potrebbe facilmente portare allo squilibrio politico e all'instabilità;

(ix) Notando che, a seguito del fallimento degli sforzi dell'UE volti a redigere una Carta euromediterranea per la pace e la stabilità, l'ordine del giorno della sicu-

(*) Adottata dall'Assemblea il 20 giugno 2006 alla terza seduta sulla base del progetto di raccomandazione emendata.

rezza euromediterranea si concentra su questioni più concrete, in modo particolare per quanto riguarda la prevenzione dei conflitti e la gestione di crisi, il dialogo in nome della PESD, la lotta contro la droga, la criminalità organizzata ed il terrorismo e la cooperazione nel settore della giustizia e degli affari interni;

(x) Rammaricandosi che la cooperazione in materia di sicurezza in un certo numero di settori si sia assestata su livelli inferiori di responsabilità e di rispetto dei diritti dell'uomo da parte delle forze di sicurezza nei paesi del sud del Mediterraneo;

(xi) Rallegrandosi del rafforzamento della cooperazione tra servizi di mantenimento dell'ordine pubblico attraverso il Mediterraneo, ma convinta che nel quadro di tale cooperazione, l'UE dovrebbe anch'essa interessarsi ai gravi problemi di governance che minano la maggior parte delle forze di sicurezza interne, se non tutte, nei paesi del sud del Mediterraneo;

(xii) Riconoscendo che il Processo 5+5 dimostra che un ordine del giorno in materia di sicurezza meno ambizioso, basato su un accordo comune ed incentrato su di una cooperazione pratica, ha maggiori possibilità di raccogliere risultati soddisfacenti e, a lungo termine, di rilanciare il capitolo politico e di sicurezza del processo di Barcellona;

(xiii) Considerando che l'UE e le differenti istanze interparlamentari istituite ai fini di un dialogo mediterraneo debbano sottolineare la necessità di un controllo parlamentare del settore della difesa e della sicurezza, mettendo in modo particolare l'accento sul controllo del bilancio, sulla riforma della difesa, sul funzionamento democratico della polizia e della gestione delle risorse della difesa;

(xiv) Consapevole delle attività perseguite dalla NATO nel campo della promozione del dialogo mediterraneo, volte a contribuire alla sicurezza ed alla stabilità

regionale, a raggiungere una migliore comprensione e fiducia reciproca ed a rafforzare e integrare altre iniziative internazionali nella regione;

(xv) Considerando che l'UE e la NATO condividono, nelle grandi linee, le stesse preoccupazioni in materia di sicurezza nella regione e sviluppano ed attuano attività simili in un certo numero di settori;

(xvi) Notando che sarebbe appropriato che l'UE e la NATO effettuino sforzi sinceri e sostenuti per coordinare, se non addirittura combinare le loro attività al fine di prevenire la ridondanza di iniziative che, non solo è inefficace, ma crea confusione nei paesi del sud del Mediterraneo dove gli stessi partner devono intervenire in diversi programmi negli stessi settori;

(xvii) Riconoscendo che il rallentamento della crescita economica in seno all'UE, parallelamente all'assenza di integrazione sociale e culturale di alcuni gruppi di immigrati dai paesi del sud del Mediterraneo, ha portato ad una riconsiderazione della legislazione sull'immigrazione e delle questioni ad essa connesse;

(xviii) Rallegrandosi degli sforzi attuati dagli Stati membri dell'UE per coordinare sempre più le loro politiche in materia di ammissione di immigranti, di residenza, di accesso al mercato del lavoro e di immigrazione clandestina, e di cooperazione con i paesi di origine;

(xix) Sottolineando tuttavia che un approccio dell'UE basato esclusivamente su considerazioni in materia di sicurezza ignora la realtà delle questioni attuali concernenti le migrazioni e che il fatto di contare sui paesi facenti parte del partenariato euromediterraneo per ostacolare efficacemente i flussi migratori potrebbe condurre all'insorgere di gravi violazioni dei diritti dell'uomo e rafforzare l'immagine negativa dei migranti sia nei paesi del nord che del sud;

(xx) Considerando che nella misura in cui i problemi relativi all'immigrazione proveniente dai partner del sud del Mediterraneo hanno forti connotazioni culturali, è urgente intensificare gli sforzi verso l'attuazione degli obbiettivi del terzo cesto del Processo di Barcellona che prevede la creazione di legami più stretti tra i popoli nella regione attraverso un partenariato sociale, culturale ed umano, tenendo presente che risultati sostanziali saranno ottenuti unicamente nel momento in cui i governi del sud del Mediterraneo saranno disposti ad allentare la presa sull'economia e la società civile nei rispettivi paesi;

(xxi) Considerando che i diversi obbiettivi del Processo di Barcellona, come formulati nei suoi tre capitoli, sono complementari, e che solo la loro simultanea attuazione permetterà, a medio e lungo termine, di pervenire alla stabilità strutturale della regione;

(xxii) Considerando che se l'UE auspica di progredire in direzione di un dialogo esauriente nel settore della sicurezza con i suoi partner mediterranei, essa deve dare il giusto peso alle loro aspettative ed effettuare maggiori sforzi per risolvere i conflitti esistenti - in modo particolare in Iraq, in Sahara occidentale, tra Israele e Palestina, ed a Cipro - che minano gravemente il suo progetto di istaurare una zona di pace, di sicurezza e di prosperità nel Mediterraneo;

(xxiii) Complimentandosi per l'iniziativa europea in seno al Quartetto di attuare una struttura finanziaria temporanea che permetta agli aiuti di raggiungere i palestinesi senza transitare per l'Autorità Palestinese;

(xxiv) Ponendo tuttavia l'accento sul fatto che una soluzione sostenibile ai problemi finanziari dei Palestinesi si impone dal momento che i donatori, compresa l'UE ed i suoi Stati membri, vogliono impedire che i territori palestinesi cadano in una grave depressione economica che

rischierebbe di radicalizzare ulteriormente la popolazione;

(xxv) Considerando che isolare il governo di Hamas potrebbe spingere questo movimento nelle braccia dell'Iran e della Siria e aggraverebbe ulteriormente le relazioni israelo-palestinesi, già deteriorate;

(xxvi) Considerando che l'UE e gli altri membri del Quartetto devono essere pronti a riconoscere che la leadership palestinese non riesce a fermare le attività terroristiche e a garantire efficacemente la sicurezza, e a riconoscere che Israele deve fare tutto quanto in suo potere per superare l'attuale situazione di stallo e migliorare la disperata situazione politica e la miseria economica dei territori palestinesi occupati da Israele da quasi 40 anni;

(xxvii) Considerando che una soluzione giusta e possibile deve ancora essere raggiunta sulla questione di Cipro, tanto più che l'assenza di progresso nella ricerca di una soluzione alimenta il clima di incertezza che minaccia la stabilità di una regione politicamente esplosiva del Mediterraneo orientale;

(xxviii) Notando che una tale soluzione deve iscriversi nel quadro della missione di buoni uffici del Segretario Generale delle Nazioni Unite e deve basarsi sulle risoluzioni del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite in materia e sui principi fondatori dell'UE;

(xxix) Ricordando che l'attuazione del Piano di Pace delle Nazioni Unite per il Sahara Occidentale, ormai risalente a tre anni fa, è in completa situazione di stallo;

(xxx) Considerando che l'UE ha realmente interesse a promuovere la soluzione di questo conflitto vista la sua importanza cruciale per permettere un miglioramento delle relazioni tra gli Stati della regione, una migliore integrazione dei paesi del Maghreb e un ulteriore sviluppo dei loro legami con l'UE;

(xxxi) Considerando che le relazioni tra tutti i paesi della regione devono essere regolate dai trattati e dalle convenzioni internazionali esistenti, ai quali bisognerebbe sempre conformarsi, e basate sul rispetto reciproco, il rispetto del diritto internazionale e del principio di una risoluzione pacifica del conflitto, così da promuovere buone relazioni di vicinato,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI CHIEDERE ALL'UNIONE EUROPEA

I. Per quanto riguarda la cooperazione in materia di sicurezza con i partner del Mediterraneo.

1. Di concentrarsi, per il momento, su una politica di piccoli passi e di cooperazione pragmatica in materia di sicurezza, che possa portare a migliori risultati, come sembra indicare il Processo 5+5;

2. Di sottolineare la necessità di un controllo parlamentare sul settore della difesa e della sicurezza nei paesi partner del sud del Mediterraneo, mettendo in particolar modo l'accento sul controllo finanziario, sulla riforma della difesa, sul funzionamento democratico della polizia e sulla gestione delle risorse di difesa;

3. Di effettuare sforzi sinceri e sostenuti per coordinare, se non addirittura coniugare, le proprie attività di cooperazione con i paesi partner del Mediterraneo nel settore della difesa e della sicurezza con attività simili della NATO, al fine di evitare duplicazioni che, non solo sono

inefficaci, ma rischiano di creare confusione nei paesi del sud del Mediterraneo.

II. Per quanto concerne il conflitto nella regione del Mediterraneo.

1. Di raggiungere una soluzione strutturale sostenibile per fornire ai Palestinesi tenendo conto del fatto che è impossibile ignorare uno dei pochi governi arabi eletti democraticamente nella regione, e di proseguire gli sforzi per convincere tale governo che deve aderire ai principi di non-violenza, di riconoscimento dello Stato d'Israele e dell'accettazione dei precedenti accordi ed impegni;

2. Di persuadere il Governo israeliano e l'Autorità palestinese che un regolamento negoziato è la migliore soluzione al conflitto e che essa potrebbe aprire la strada ad una pace sostenibile tra i due Stati: Israele e un futuro Stato Palestinese;

3. Di cercare attivamente di raggiungere un regolamento giusto e efficace alla questione di Cipro per porre fine all'attuale clima di incertezza che contribuisce a mettere in pericolo la stabilità in una regione già instabile;

4. Di promuovere, al fine di mettere un termine all'immobilismo nell'attuazione del Piano di Pace delle Nazioni Unite, una soluzione al conflitto del Sahara Occidentale, fattore cruciale per l'ulteriore sviluppo e integrazione della regione, e per le sue relazioni con l'UE.

